

DECISION N° 23-074 – DAJ/SI

OBJET : SIGNATURE D'UNE CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LA MISE EN ŒUVRE D'UN DISPOSITIF D'ALERTE ENTRE LES BURALISTES ET LA COMMUNE DE CHILLY-MAZARIN.

La Maire de Chilly-Mazarin,

VU les articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales,

VU la délibération n° D202705-6 du Conseil municipal du 27 mai 2020 donnant à la Maire délégation pour les matières visées à l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.2212-1,

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure,

VU la loi n° 2007-297 du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance,

CONSIDERANT que les buralistes représentent une catégorie de commerçants exposée aux vols à main armée,

CONSIDERANT la volonté de la municipalité de protéger les commerces de proximité sur l'ensemble de la commune,

CONSIDERANT la demande des buralistes de souscrire à un système d'alerte des forces de l'ordre en cas d'acte de délinquance,

CONSIDERANT la nécessité de signer une convention de partenariat entre la commune et les buralistes afin de mieux les prémunir contre les risques de malveillance et de lutter plus efficacement contre les différentes formes de délinquance dont ils peuvent être victimes,

CONSIDERANT le souhait de la société J.L.TABAC de conclure cette convention avec la commune,

D É C I D E

ARTICLE 1 : DE SIGNER cette convention de partenariat avec la société J.L.TABAC sise 36 avenue Mazarin à Chilly-Mazarin (91380) permettant de mettre en place des boîtiers d'alerte ayant pour objectif de prévenir et de favoriser l'intervention rapide de la police



CHILLY-MAZARIN

REÇU EN PREFECTURE

le 13/07/2023

Application agréée E-legalite.com

99_RU-091-219101615-20230705-23074-RU

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION PARIS-SACLAY

municipale en cas d'atteinte aux personnes et commerces, ainsi que les actes de délinquances au droit des commerces.

ARTICLE 2 : D'AUTORISER Madame la Maire à signer tout document afférent à cette convention.

ARTICLE 3 : PRECISE que la mise en place de l'équipement d'alerte (boitier, carte SIM, système de transmission ...), son entretien et sa maintenance revient au ruraliste.

ARTICLE 4 : DIT que la convention prend effet à compter de la date de sa signature pour 1 an, renouvelable tacitement et de plein droit, dans la limite de 3 ans.

Chilly-Mazarin, le 5 juillet 2023

La Maire,
Rafika REZGUI

